

Égalité pour tous

Il y a cinq ans, le 17 avril 1985, la protection des droits de la personne a fait un pas de géant au Canada lorsque l'article 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés* est entré en vigueur. L'article 15 est ainsi libellé :

Droits à l'égalité

Égalité devant la loi, égalité de bénéfice et protection égale de la loi

15. (1) La loi ne fait acceptation de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

Programmes de promotion sociale

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe, de leur âge ou de leurs déficiences mentales ou physiques.

«L'égalité de jouissance de ces droits et libertés fondamentaux garantis par la *Charte* fait partie intégrante de notre société libre et démocratique», a dit Mme Kim Campbell, ministre de la Justice et procureure générale du Canada. «L'article 15 joue un rôle clé dans la *Charte* car il énonce les droits à l'égalité dans la société canadienne.»

L'article 15 de la *Charte* renforce la protection accordée par les lois fédérales et provinciales portant sur les droits de la personne. Il fait partie de la Constitution du Canada, qui exige que toutes les lois fédérales et provinciales soient conformes au principe du droit à l'égalité, même si les gouvernements peuvent y déroger par une disposition expresse d'un texte de loi.

Le gouvernement fédéral s'emploie à promouvoir les principes sous-jacents de l'article 15 de la *Charte* en veillant à ce que ses lois et politiques respectent la *Charte* en promulguant des lois et en élaborant des politiques qui favorisent l'égalité et la justice sociale.

La quête de l'égalité est un processus évolutif. Les Canadiens doivent veiller à ce que tous aient droit à la même protection et aux mêmes bénéfices de la loi indépendamment de toute discrimination.

Publié en vertu de l'autorisation du ministre de la Justice et procureur général du Canada
Gouvernement du Canada

par la

Direction des communications et affaires publiques
Ministère de la Justice du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0H6

(613) 957-4222

N° de catalogue J2-102/1990
ISBN 0-662-57416-8

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

Imprimé au Canada

JUS-P-566



Ministère de la Justice
Canada

Department of Justice
Canada

Equality For All

CAI
J
-2016



Canada

Equality For All

Five years ago, on April 17, 1985, the protection of human rights in Canada took a major step forward when section 15 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* came into force. Section 15 states:

Equality Rights

Equality before and under law and equal protection and benefit of law 15. (1) Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability.

Affirmative action programs (2) Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged individuals or groups including those that are disadvantaged because of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability.

"The equality of enjoyment of fundamental rights and freedoms guaranteed by the Charter is integral to our free and democratic society," said The Honourable Kim Campbell, Minister of Justice and Attorney General of Canada. "Section 15 plays an essential role in the Charter as the specific articulation of the right to equality in Canadian society."

Section 15 enhances the protection found in federal and provincial human rights laws. It is part of the Constitution of Canada requiring federal and provincial laws to comply with the equality guarantees, although governments may override them through specific legislation.

The federal government is actively promoting the principle underlying section 15 of the Charter by ensuring that its laws and policies respect the Charter and by enacting laws and establishing policies that promote equality and social justice.

Striving for equality is an ever-evolving process. Canadians must continually be vigilant to ensure that we all benefit from equal protection and equal benefit of the law without discrimination.

Published by authority of the Minister of Justice
and Attorney General of Canada
Government of Canada

by

Communications and Public Affairs
Department of Justice Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0H8

(613) 957-4222

Catalogue No. J2-102/1990
ISBN 0-662-57416-8

©Minister of Supply and Services Canada 1990

Printed in Canada

JUS-P-566

Égalité pour tous



Department of Justice
Canada

Ministère de la Justice
Canada

Canada